

[Text]

Mr. Langdon, you wanted to lead off.

Mr. Langdon: I would raise one general question first. There are quite a few changes that affect public servants, farmers, those in the Atlantic regions. Did consultation take place with any of these groups with respect to the changes that were put into effect prior to their being put into the economic statement?

Mr. Wyatt: Perhaps I could give a general answer to that. I can't speak for the minister or his officials, but I can say that within the orbit of government officials, I'm not aware of any consultations outside the government itself that took place prior to the December 2 statement. There have been various levels of discussion since the statement was made in the House.

Mr. Langdon: Maybe you could expand on that last statement. What sorts of discussions have taken place with the various groups affected since?

Mr. Wyatt: I don't have an easy answer to that one, Mr. Chairman, given the number of departments involved. Discussions have taken place with the Department of Transport. Perhaps officials here can indicate any discussions they have had with affected groups, beginning with Transport.

• 1555

Mr. McElman: The change to the Western Grain Transportation Act is a matter that was under discussion—not a particular change, such as the 10% cut, but the notion of some significant changes to that legislation, which has been under discussion for some time now with the industry, led by the Department of Agriculture, actually.

Within ten days of the economic statement I had occasion to attend a meeting of the Senior Grain Transportation Committee, which functions under the act as an advisory committee to the Minister of Transport, from the industry, and I had an opportunity to field questions and to explain how the legislative provisions would work in order to effect a 10% reduction under that act. So there were ongoing consultations on the broad structure of the act and on possible changes. There was that specific follow-up for that particular legislation.

In respect of the Atlantic Region Freight Assistance Act, on January 6 the Minister of Transport met with the Atlantic Provinces Transportation Commission to discuss concerns it had about that legislation. He committed to having further discussions with that group and other groups in the region in two subsequent meetings within days of that meeting: first, with officials of the commission, then with a federal provincial committee that meets on transportation matters.

So there has been a fairly extensive round of discussions with appropriate representative bodies.

Mr. Langdon: I'm interested in the Public Service compensation discussions that might have taken place. But I'm most interested in whether when there have been discussions with the provinces about this unilateral decision to

[Translation]

Monsieur Langdon, vous vouliez poser la première question.

M. Langdon: J'aimerais poser tout d'abord une question d'ordre général. Plusieurs des modifications proposées touchent les fonctionnaires, les agriculteurs et la région atlantique. A-t-on consulté ces groupes à l'égard des changements proposés avant qu'ils ne soient annoncés dans l'exposé économique?

M. Wyatt: Je pourrais vous donner une réponse générale. Je ne peux pas parler au nom du ministre ou de ses fonctionnaires, mais à ma connaissance, il n'y a pas eu de consultations à l'extérieur du gouvernement avant l'exposé économique du 2 décembre. Depuis que cet exposé a été présenté à la Chambre, il y a eu des discussions.

M. Langdon: Peut-être pourriez-vous m'en dire un peu plus long là-dessus. Quelles sortes de discussions a-t-on eues avec les groupes touchés depuis cet exposé?

M. Wyatt: Je n'ai pas de réponse facile à donner, monsieur le président, compte tenu du nombre de ministères touchés. Je sais qu'il y a eu des discussions avec le ministère des Transports. Peut-être les fonctionnaires de ce ministère pourraient-ils vous dire quelques mots sur les discussions qu'ils ont eues avec les groupes touchés. Nous pouvons commencer par le ministère des Transports.

M. McElman: Il y a eu des discussions sur les modifications proposées à la Loi sur le transport du grain de l'Ouest—on n'a pas discuté d'un changement précis, comme la réduction de 10 p. 100, mais simplement des modifications importantes qui seraient apportées à cette loi; il y a déjà un bon moment qu'on discute de ces modifications avec le secteur, sous l'égide du ministère de l'Agriculture.

Moins de 10 jours après l'exposé économique, j'ai eu l'occasion de participer à une réunion du Comité supérieur du transport du grain, qui, aux termes de la loi, fait office de comité consultatif auprès du ministre des Transports; j'ai eu l'occasion de répondre à des questions et d'expliquer comment les dispositions seraient modifiées afin d'assurer une réduction de 10 p. 100. Il y a donc eu des consultations sur la structure générale de la loi et sur des modifications éventuelles. Il y a donc eu ce suivi à l'exposé économique pour cette mesure législative.

Pour ce qui est de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique, le 6 janvier dernier, le ministre des Transports a rencontré les représentants de la Commission des transports des provinces de l'Atlantique pour discuter de leurs préoccupations à l'égard de cette mesure législative. Il s'est engagé à discuter plus à fond de la question avec ce groupe et d'autres groupes de la région lors de deux autres réunions qui ont eu lieu quelques jours plus tard: il a rencontré tout d'abord les représentants de la commission, puis les représentants d'un comité fédéral-provincial qui se penche sur les questions touchant le secteur des transports.

Il y a donc eu une ronde de discussions d'une assez bonne envergure avec les groupes touchés.

M. Langdon: Je m'intéresse aux discussions qui ont peut-être eu lieu sur la rémunération de la fonction publique. J'aimerais savoir surtout si, lors des discussions tenues avec les provinces à l'égard de la décision unilatérale